

## De la formation de capital privé à l'économie populaire spontanée

### Itinéraire d'une recherche en milieu urbain africain

**I** NITIALEMENT destinée, en 1975, à étudier la formation du capital privé productif ivoirien par la création de petites et moyennes entreprises, notre recherche, une fois recentrée, a débouché sur le concept de « secteur de subsistance » (1979).

Mais une remise en question à la fois de forme et de contenu nous conduit maintenant à tenter une réflexion élargie et à envisager une terminologie différente : l'économie populaire spontanée. Ce faisant, nous contribuons sans doute à accentuer le « flou terminologique » remarqué par P. Hugon (1) à propos de diverses dénominations des petits métiers urbains (secteur traditionnel, non structuré ou informel...).

Pourtant, il ne s'agit pas de multiplier à l'envi les avatars terminologiques de cette « économie marchande simple urbaine » des pays en développement, mais de montrer l'évolution d'une problématique, jalonnée de notions distinctes qui constituent autant d'étapes, d'interrogations nouvelles et transitoires dans notre recherche :

- de la « formation de capital privé productif national » au « secteur de subsistance ».
- du « secteur de subsistance » à l'« économie populaire spontanée ».

DE LA « FORMATION DE CAPITAL PRIVÉ PRODUCTIF NATIONAL »  
AU « SECTEUR DE SUBSISTANCE »

Au cours de notre recherche réalisée à Abidjan de 1975 à 1980, nous avons considéré la notion de formation de capital selon une acception concrète, sans envisager le concept de capital en tant que rapports de production spécifiques mais seulement comme synonyme d'équipement technique destiné à la production, quel qu'en soit le mode. Ce sont donc les formes économiques prises par les initiatives privées ivoiriennes dans les activités secondaires qui ont formé le noyau de notre questionnement.

Après deux enquêtes réalisées dans le secteur de la menuiserie (1975) et de la boulangerie (1976) auprès d'une centaine d'artisans et patrons d'entreprise auxquels était proposé un questionnaire retraçant la biographie de leurs immobilisations, il est apparu que les formes et les moyens empruntés par ces initiatives individuelles ivoiriennes renvoyaient à deux modes d'accumulation distincts :

- la reproduction élargie,
- la reproduction simple.

Ce premier constat, en forme de truisme, a structuré notre réflexion autour de deux pôles socio-économiques.

L'un (reproduction élargie) met en scène des catégories sociales moyennes, proches ou relevant de la fonction publique ou politique ivoirienne. Leurs investissements, qu'ils soient de type productif sous la forme de PME, ou spéculatif (immobilier, commerce...), permettent un accroissement au moins absolu de la valeur globale du patrimoine de cette couche sociale, plus d'ailleurs par multiplication et diversification des opportunités qu'en vertu de leurs résultats financiers (2).

L'autre mode d'accumulation (reproduction simple) concerne des milieux populaires : petits employés, ouvriers en activité ou chômeurs, artisans et petits commerçants, jeunes déscolarisés, migrants néo-urbains. Ces catégories socio-professionnelles réalisent des micro-investissements destinés à leur procurer un revenu principal ou un complément de ressources. Le champ d'activités ainsi délimité constitue l'empire de l'initiative privée, au sens strict, dont l'objectif est la transformation de la force de travail de l'indépendant (qui peut être par ailleurs salarié) et de ses dépendants (apprentis, aides familiaux) en valeur d'échange en vue

(1) P. Hugon, N. Abadie, A. Morice et al., *La petite production marchande et l'emploi dans le secteur « informel »*, Paris, Université de Paris I, IEDES, 1977, multigr. p. 14.

(2) Pour une analyse détaillée de cette

forme d'« initiative privée » en Côte-d'Ivoire, voir notre contribution « L'entrepreneur ivoirien », dans Y.-A. Fauré et J.-F. Médard (éd.), *État et bourgeoisie en Côte-d'Ivoire*, Paris, Karthala, 1981.

d'assurer le niveau minimum de ressources monétaires qu'imposent l'économie marchande urbaine et les besoins sociaux essentiels.

Ces petits métiers, le plus souvent végétatifs, se multiplient de façon extensive, principalement dans le commerce et les services, mais aussi dans la petite production matérielle où ils forment ce que nous avons nommé, en 1979, le « secteur de subsistance » (3) — bien que cette notion puisse être étendue sans doute à l'ensemble de ces petits métiers.

Le secteur de subsistance se définira comme une structure productive créée à partir d'un investissement initial réduit financé par des apports personnels dégagés d'activités antérieures, indépendantes ou salariées, et/ou par des contributions extérieures d'alliés. La force de travail employée est essentiellement formée « d'apprentis » qui ne ressortissent pas au marché libre du travail puisqu'ils sont liés au patron de l'activité par des liens familiaux, villageois ou ethniques. Une fois réglées les charges induites par l'activité de production et nécessaires à son maintien en l'état, le résultat net d'exploitation est essentiellement destiné à assurer la couverture des frais d'entretien domestique du petit patron.

Le fonctionnement en simple reproduction de ce secteur lui confère une physionomie particulière :

- activité à niveau réduit,
- localisation instable,
- absence de toute forme de comptabilité.

La dynamique générale de ce secteur de subsistance s'opère selon un mouvement contradictoire d'expansion et de récession simultanées :

1. *Les mécanismes de génération* de ce secteur d'activité par le système dominant capitaliste fonctionnent, en toute hypothèse, selon trois principes d'induction :

- induction par exclusion : l'écart entre le taux d'urbanisation et le taux d'industrialisation a engendré une masse croissante d'exclus repoussés hors de l'emploi capitaliste et en quête d'un minimum de subsistance ;
- induction par sous-paiement du salariat « moderne » : dans le secteur de subsistance, une partie des activités est le fait de prolétaires engagés par le secteur capita-

(3) Pour le développement de cette notion, voir : C. de Miras, « Le secteur de subsistance dans les branches de produc-

tion à Abidjan », *Revue Tiers monde* 82, avr.-juin 1980.

liste, cumulant donc un emploi salarié et une activité indépendante, permanente ou temporaire. Cette conjonction de ressources est individuelle mais plus fréquemment pratiquée à l'échelle du groupe domestique (4).

Ainsi, en deçà d'un certain seuil dans la hiérarchie socio-professionnelle ou dans la pyramide des couches sociales, le secteur dominant capitaliste ne couvre plus intégralement le coût de reproduction de la force de travail qu'il emploie. Le secteur de subsistance donnerait donc, en plus de la mesure de l'incapacité du secteur capitaliste périphérique à assurer le plein-emploi de la force de travail disponible, l'importance de l'écart entre les besoins monétaires domestiques et les ressources salariales, ou encore le niveau théorique de revendications salariales potentielles. Ces dernières ne s'expriment généralement pas collectivement dans un rapport conflictuel avec la classe possédante, mais se cristallisent individuellement dans le secteur de la petite production de biens et de services ; on peut supposer, en première analyse, que le volume du sous-emploi, la fonction de désamorçage du syndicat unique, l'intensité de la répression, le caractère encore récent de la prolétarianisation industrielle en Afrique expliquent, en partie, cette situation.

- induction par la demande : le secteur de subsistance génère et distribue des revenus en fonction d'une demande qui lui fait face. Celle-ci fonde la production en l'échangeant selon des niveaux de prix et des conditions de règlement que le secteur capitaliste ne pourrait concéder.

Trois types de clientèle constituent cette demande : les agents et les ménages relevant du secteur de subsistance dont une partie de la production crée sa propre demande (reconstitution de la force de travail, fourniture d'une part des intrants, etc.) ; la « classe moyenne » ivoirienne qui améliore ainsi sensiblement son pouvoir d'achat réel et, « sur le dos » de ce secteur, entre dans une sorte de société de consommation périphérique ; la main-d'œuvre employée dans la sphère de production capitaliste qui s'approvisionne largement dans le secteur de subsistance, réduisant le coût

(4) C. de Miras, *Secteur de subsistance, ménages et salariat. Origine des revenus domestiques dans un quartier spontané*

*d'Abidjan*, Abidjan, ORSTOM, 1980, multigr.

de sa reproduction et donc le niveau général des salaires de cette catégorie d'actifs.

2. *Le processus d'éviction* du secteur de subsistance par le système dominant capitaliste est multiforme :

- au plan du système capitaliste urbain : les opérations de rénovation urbaine anéantissent l'équilibre déjà précaire de ces petites activités en séparant zone de résidence et zone de production ; le coût croissant du foncier et de la spéculation immobilière repoussent les activités de subsistance utilisatrices d'espace (mécanique auto, tôlerie, ferronnerie, menuiserie...), l'idéologie moderniste de quelques responsables municipaux les conduisant à gommer, *manu militari*, ces stigmates du sous-développement ;
- au plan du secteur de production capitaliste : le secteur de subsistance, par son ampleur, met en évidence l'étendue du marché selon les branches et y stimule les perspectives d'investissements capitalistes. Avec l'aide économique, mais aussi répressive de l'État, le marché, ainsi révélé, est capté par les affairistes privés (boulangerie) ou encore par l'État lui-même (transports en commun abidjanais) ;
- au plan de l'entreprise capitaliste : en menuiserie ou en réparation automobile, le secteur de subsistance rassemble des individus qui ont exercé ou exercent encore leur métier dans le secteur capitaliste. Mais l'organisation industrielle du travail, l'évolution des techniques (biens d'équipement ou produits finis), la discipline industrielle réduisent ces possibilités de glissement ou d'ubiquité vers des formes d'activité indépendantes dans ces branches.

#### DU « SECTEUR DE SUBSISTANCE » A L'« ÉCONOMIE POPULAIRE SPONTANÉE »

Si la notion de « secteur de subsistance » a représenté dans notre recherche une avancée, puisqu'elle a montré l'impossibilité d'accumuler pour une large fraction des activités urbaines, elle est apparue insuffisante sur des aspects qui lui étaient propres (choix des termes) mais aussi à propos de certains de ses présupposés. Ce dépassement terminologique et conceptuel a orienté l'analyse vers l'idée d'une « économie populaire spontanée ».

*Insuffisances terminologiques*

Sans évoquer le caractère flou et relatif de la notion de subsistance, il convient de distinguer l'acception usuelle attachée à l'économie agricole de celle que nous retenons pour les petits métiers urbains. Si elles renvoient toutes deux à la satisfaction de besoins essentiels sur la base de formes de production non capitalistes, elles se différencient fondamentalement sur deux points :

- la subsistance, en milieu rural, singularise une économie d'auto-provisionnement, c'est-à-dire, en corollaire, une économie dans laquelle le niveau de la production est fixé à la hauteur des besoins de l'unité de consommation ;
- par contre, la subsistance que nous observons en milieu urbain, à travers les petits métiers, a un caractère éminemment marchand ; de plus, c'est le niveau de la demande captée par chaque unité de production qui limite en premier lieu l'importance de l'offre unitaire.

Alors que le terme « secteur » laisse accroire que la notion de secteur de subsistance est une catégorie statistique immédiatement utilisable pour la recension des activités non capitalistes, elle est d'une nature autre : il s'agit en réalité d'un concept qui sert l'analyse d'une forme de production en longue période. Celui-ci peut sans doute être introduit dans l'enquête pour circonscrire instantanément, à partir de critères discriminants (absence de salariat et de comptabilité), un ensemble d'activités homogènes dites de subsistance. Mais bon nombre d'ateliers, situés à cet instant en marge ou hors dudit secteur, échappent alors à un tel dénombrement, bien qu'en longue période ils ressortissent pourtant à la simple reproduction. Ainsi, toutes les situations marginales et transitoires sont gommées par cette appellation sectorielle, manichéenne par définition et peu adaptée à restituer la continuité et la complexité du réel.

Autre insuffisance de cette notion qui nous met en contradiction avec notre problématique d'articulation des formes de production : le « secteur de subsistance », par sa terminologie même, s'envisage comme un champ productif nettement délimité et *coupé* des autres ensembles de production proches ou dominants. Or, notre thèse de la reproduction, à la fois extensive et récessive, de ce secteur de subsistance, renvoie à une association dynamique et contiguë des formes de production urbaines.

Enfin, cette formulation met implicitement l'accent sur l'aspect « forme de production » en tant qu'ensemble homogène d'unités de fabrication, mais en occultant sa projection dans l'éco-

nomie domestique (catégories socio-professionnelles concernées, structures démographiques des ménages, niveaux et origines des ressources globales de leur budget, état sanitaire et nutritionnel, relations avec le milieu rural d'origine...). Cette réduction n'est plus compatible avec notre problématique puisque celle-ci évolue en considérant maintenant le « secteur de subsistance » comme un épiphénomène, dans la sphère productive, d'un mode de reproduction sociale spécifique, celui des couches sociales repoussées ou dominées par les rapports de production capitalistes.

Mais au-delà de ses insuffisances terminologiques, le concept de « secteur de subsistance », tel que nous l'avons envisagé, comporte, sur le fond, certains travers.

### *Insuffisances conceptuelles*

Deux idées-force ont structuré l'analyse que nous avons faite du « secteur de subsistance ». Il s'agit de :

- la petite production marchande associée à l'extension et au développement du capitalisme dominant ;
- la petite production marchande dominée et exploitée par le système capitaliste.

Or, il s'avère que maintenant ces deux propositions nous posent question. Non dans leur contenu qui est le produit d'observations empiriques et d'analyses dont les résultats convergent pour conforter ces deux thèses (5). Mais par leur caractère exclusif et le réductionnisme qu'elles opèrent dans la problématique de la petite production marchande.

Il ne s'agit pas d'une critique à la marge qui plaiderait pour la nuance et la prise en compte des situations intermédiaires. Nous invitons plutôt le lecteur à considérer ces deux propositions comme vraies mais insuffisantes.

### La petite production marchande associée à l'extension et au développement du capitalisme dominant

Il est indéniable, y compris pour les tenants de l'analyse dualiste, que la multiplication des petites activités urbaines est corrélative de l'expansion et des bouleversements socio-économiques qui ont affecté les économies en voie de développement depuis

(5) Voir par exemple le chapitre consacré aux « analyses systémiques » dans P. Hugon et al., *op. cit.*, Voir aussi I. Deblé,

P. Hugon et al., *Vivre et survivre dans les villes africaines*, Paris, Presses universitaires de France, IEDS, 1982.

trois décennies, sous la forme d'une croissance réelle, bien que globalement insuffisante, du secteur moderne capitaliste, mais aussi d'un exode rural important et d'une urbanisation massive.

Pour J.-P. Lachaud, le secteur informel est devenu « un élément permanent de l'économie » (6). Selon P. Hugon, « il est condamné par le capitalisme à se développer sur une base quantitative tout en restant sous-développé sur le plan qualitatif » (7). Enfin, dans notre analyse, nous avons conçu le « secteur de subsistance » comme un produit nécessaire de l'expansion capitaliste périphérique.

La problématique de la reproduction, à la fois extensive de la petite production marchande et simple des unités économiques qui la composent, constitue un apport utile pour l'analyse des petits métiers urbains. Mais cet acquis analytique nous suggère néanmoins deux remarques d'ordre épistémologique.

• En premier lieu, on observe que la thèse de la disparition nécessaire des formes de production non capitaliste et « petite marchande » n'est plus de mise. Pourtant, cette perspective de passage inéluctable au capitalisme a prévalu de Marx à Milton Santos. Dans le chapitre XXXII du *Capital* intitulé « Tendances historiques de l'accumulation capitaliste », Marx écrit :

*« Ce régime industriel de petits producteurs indépendants travaillant à leur compte (...) doit être, il est anéanti. Son mouvement d'élimination transformant les moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, faisant de la propriété colossale de quelques-uns, cette douloureuse, cette épouvantable expropriation du peuple travailleur, voilà la genèse du capital ».*

Et M. Dobb constate de son côté :

*« Ce qui a été dit (à propos de l'émergence du capitalisme industriel) montre que l'écroulement du particularisme urbain et la ruine des monopoles des corps de métiers sont une condition de la croissance de la production capitaliste » (8).*

Dans les pays en voie de développement, le processus de dissolution des modes de production pré- ou non capitalistes par le

(6) Cité par P. Hugon, N. Abadie et al., *op. cit.*, p. 187.

(7) *Ibid.*

(8) M. Dobb, *Études sur le développement du capitalisme*, Paris, Maspéro, 1979, p. 173.



mode dominant constitue aussi une référence théorique retenue par l'analyse de la « transition au capitalisme » (9).

*« Nous dirons qu'une société est en transition au capitalisme lorsque son évolution est de plus en plus conforme à la logique capitaliste, répond chaque jour davantage à l'exigence de reproduction sans cesse élargie du capital. Cette domination du capital s'exerce simultanément sur tous les aspects de la vie économique et sociale, [elle] aboutit à la dépossession des producteurs directs de leurs moyens de production de sorte qu'ils n'ont plus alors que leur propre force de travail à vendre (salarial) » (10).*

J.-M. Gibbal a considéré, dans le même sens, que ce secteur est « condamné à terme » (11), et Milton Santos a cru pouvoir annoncer que :

*« Ils [les petits métiers] se trouvent directement menacés par le courant de modernisation et leur faire confiance pour éponger longtemps la masse des migrants est commettre une erreur lourde de conséquences » (12).*

Ainsi ce qui n'était pour Marx qu'une épure destinée à analyser l'évolution tendancielle du capital est devenu pour certains esprits un rapport mécanique et visionnaire que rien n'est venu confirmer.

Rosa Luxemburg n'écrivait-elle pas :

*« Personne n'ignore qu'un pays dominé exclusivement par la production capitaliste et peuplé uniquement de capitalistes et de salariés n'existe pas encore et n'a, jusqu'à présent, jamais existé nulle part. La société évoquée par l'hypothèse du deuxième livre du Capital ne se rencontre pas dans la réalité » (13).*

• En second lieu, dans la proposition énoncée, l'expansion capitaliste est non seulement fondamentale pour la compréhension de l'évolution de l'économie marchande simple urbaine,

(9) Voir les travaux du Groupe de recherche pour l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain (AMIRA), dont : *État des travaux sur les indicateurs de suivi de projets*, s.l., déc. 1980, multigr.

(10) Extrait de M. Dufumier et D. Gentil.

(11) J.-M. Gibbal, *Citadins et villageois dans la ville africaine, l'exemple d'Abidjan*, Paris, Maspero, 1974.

(12) M. Santos, *Les villes du Tiers monde*, Paris, Genin, 1975.

(13) R. Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Paris, Maspero, 1976.

mais elle paraît exclusive de toute autre variable générant ou amplifiant l'écllosion des petits métiers.

Or, cette thèse de l'« association » s'inspire généralement d'exemples nationaux dans lesquels le capitalisme périphérique est suffisamment développé et dynamique pour que soit posée la question de l'articulation des formes de production et de leur progression conjointe (Sénégal, Côte-d'Ivoire, Togo, Cameroun...).

Mais alors, comment intégrer dans l'analyse les économies nationales dont la texture ou les résultats sont différents, voire opposés ? Celles par exemple où cohabitent un vaste secteur de subsistance en extension et un secteur capitaliste en crise ou en recul (Ghana, Madagascar) ? De même, comment traiter les économies dans lesquelles se développe de façon extensive et continue une petite production marchande urbaine alors que le secteur capitaliste est à la fois en récession et surtout exigü (Haïti) ?

A partir de ces situations contrastées (dont il reste bien sûr à faire l'analyse comparative générale) qui ne peuvent être confondues avec celles des modèles de la croissance périphérique (Côte-d'Ivoire (14)), l'observateur est enclin à s'interroger, à propos de l'origine de la prolifération des petits métiers urbains, autrement qu'en termes de causalité immédiate et unique de l'expansion du capitalisme périphérique.

Il apparaît que l'économie des petits métiers et son extension sont certes le produit de la récession générale des firmes capitalistes ou de leur délabrement ; mais elles sont aussi principalement le résultat de toutes les formes, capitalistes et non capitalistes, de spoliation du monde paysan qui entament l'équilibre entre ses besoins vitaux et ses moyens de production.

L'extorsion de sur-travail paysan par les propriétaires fonciers (qui ne sont pas tous des « capitalistes périphériques », tant s'en faut), les prélèvements obligatoires des États (dont la nature en l'occurrence est à définir), la pression démographique sur la terre agricole disponible, le mode de partage et de transmission traditionnelle des terres cultivables et la répression des États totalitaires et leurs flots de réfugiés, sont autant de facteurs situés hors de la sphère immédiate des rapports de production capitalistes, qui alimentent isolément ou conjointement le flux migratoire vers la ville et engendrent l'extension du « secteur de subsistance ».

Certes, il est encore possible d'en appeler directement à la prééminence du capitalisme central et de l'échange inégal pour expliquer autrement la persistance de l'exode rural et le gonflement subséquent du « secteur de subsistance » quelles que soient

(14) Qui subit des revers de « conjoncture » depuis 1979.

les péripéties qui affectent la croissance de la périphérie. Mais cet argument lui-même ne doit-il pas être révisé au regard de la récession qui affecte l'activité du centre et la demande mondiale depuis près d'une décennie, alors que les « secteurs de subsistance » ne cessent de proliférer dans les métropoles du Tiers monde ?

Accordons-nous sur le sens des réflexions qui précèdent. Cette problématique repensée, plus heuristique qu'analytique, ne glisse pas vers la tentation d'établir une autonomie du « secteur de subsistance » à l'égard des conjonctures du capitalisme central ou périphérique ; elle essaie de considérer le faisceau de variables anthropologiques qui concourent à pérenniser et multiplier les systèmes de la petite production marchande, dans le cadre et sous l'influence patente du capitalisme, mais influence qui n'est ni monolithique, ni totalisante, ni inexorable.

Il ne s'agit pas de faire un inventaire exhaustif des causes de l'extension de la petite production marchande, encore moins de laisser croire à l'indépendance de celle-ci vis-à-vis du capitalisme dominant et de ses aléas. Mais de se demander si, dans le cadre des formations sociales des « pays en développement », la référence lancinante aux rapports de production capitalistes suffit à épuiser la question de la dynamique de la petite production marchande. Et, plus généralement, si les types de réponses économiques autonomes fournies par les individus les plus démunis face aux secousses et aux tensions des formations sociales en train de se faire, ne finissent pas par faire système. Mais non pas « système D » comme le dit justement P. Hugon de façon elliptique (15), mais comme pratiques économiques populaires qui surgissent par-dessus l'évolution du capitalisme.

### La petite production marchande exploitée et dominée par le système capitaliste

La problématique de l'articulation des formes de production affirme l'existence d'un rapport organique entre petite production marchande et système capitaliste. Mais, selon nous, l'exploitation et la domination capitaliste n'en constituent qu'une dimension, peut-être principale, mais pas unique.

(15) P. Hugon, « Pression démographique, « secteur informel » et choix technologiques dans les pays du Tiers monde », *Revue Tiers monde*, 94, avr.-juin 1983.

• *Exploitation du secteur petit marchand*

L'ensemble des réflexions et des observations livrées par la thèse de la petite production marchande (16) affirme et analyse le rapport entre secteur capitaliste et secteur petit marchand comme un rapport d'exploitation, même si le débat théorique sur le transfert de valeur de l'un vers l'autre n'est pas clos.

Que le secteur capitaliste national ou international récupère à son avantage l'existence et les fonctions d'un secteur non capitaliste est évident : les biens et les services cédés à moindre coût par les petites activités urbaines, leur rôle d'exutoire de la force de travail disponible, la prise en charge des coûts sociaux capitalistes (chômage, accidents du travail, retraites, licenciements...) sont autant de gains pour le profit capitaliste.

Au plan théorique, il y a exploitation lorsque « *l'écart des salaires est supérieur à celui de la productivité* » (17) ou bien encore quand « *le surplus extorqué par la classe dominante est vendu au-dessus de sa valeur* » (18). La théorie de l'exploitation ne prétend pas en mesurer le flux ; elle est une construction abstraite destinée à rendre intelligible une réalité complexe. C'est une lecture du réel selon une axiomatique qui lui est propre et qui a totalement renouvelé la problématique des petites activités urbaines en considérant leur articulation avec le mode de production dominant, avec ses implications d'évolution et de différenciation.

Mais, à notre sens, il subsiste un décalage entre cette conception théorique de l'exploitation et la réalité. Si la loi de la valeur s'applique dans le secteur petit marchand, et si celui-ci ne relève pas directement des rapports de production capitalistes, nous devons admettre que, indépendamment de l'exploitation externe capitaliste, s'y développe en premier lieu une extorsion interne de sur-travail. A. Morice a décrit et analysé cette exploitation en gigogne, interne et externe, du secteur urbain petit marchand sur le monde rural et sur lui-même, l'ensemble s'inscrivant « *dans une conjoncture de pauvreté et(...) de prélèvement externe sur la petite production* » (19).

Cette analyse de l'exploitation « continue » bouscule la thèse dogmatique de l'exploitation : le secteur capitaliste n'en a plus

(16) Voir les analyses de M.A. Bienefeld, A.N. Bose, C. Gerry, P. Hugon, O. Le Brun, A. Morice, C. de Miras.

(17) Définition tirée de S. Amin, *L'échange inégal*, Paris, Anthropos, 1976 (rapportée par P. Hugon).

(18) Définition tirée de P.-P. Rey, *Colonisation, néo-colonialisme et transition*

*au capitalisme. Exemple de la « Comilog » au Congo-Brazzaville*, Paris, Maspero, 1973 (rapportée par P. Hugon).

(19) A. Morice, *Les petites activités urbaines. Réflexions à partir de deux études de cas : les vélos-taxis et les travailleurs du métal de Kaolack (Sénégal)*, Paris, IEDES, 1981.

l'exclusivité et le concept de petite production marchande retrouve de son objectivité ; il recouvre une réalité à la fois exploitée et exploiteuse. « *Que le bénéficiaire ultime de ce système soit le capitalisme ne fait certes aucun doute, mais cela n'est possible que parce qu'il y a une création et évasion de valeur* » (20). Cette proposition inductive pose, selon nous, la question de la transformation du produit de l'exploitation non capitaliste (le sur-travail petit marchand) en profit capitaliste : est-ce un processus induit par le capitalisme ou seulement une récupération ? Est-elle intégrale ou seulement partielle ? Ce type de questionnement, à propos de l'exploitation, tend à remettre en question, une fois encore, la surdétermination de la petite production marchande par le capitalisme.

• *Domination du secteur petit marchand*

« *Le secteur capitaliste urbain, incapable de dissoudre le mode de production artisanal, semble avoir choisi de le conserver en le subordonnant* » (21).

« *Les petites activités ne peuvent s'analyser sans le capital mais ne s'expliquent pas nécessairement ou du moins exclusivement par le capital* » (22).

« *Selon les situations concrètes, selon les milieux, les lieux et les périodes, c'est ou bien le libéralisme ou bien la persécution qui constitue l'élément principal* » (23).

Ces quelques citations attestent l'incertitude qui règne parmi les observateurs dans leur perception empirique des rapports entre petite production marchande et système capitaliste : dissolution hypothétique, exploitation théorique, pérennité et multiplication effective... ; rôle du capital que l'on pressent déterminant mais dont les limites restent floues... ; libéralisme envisagé comme salutaire pour la petite production, alors qu'elle signifie développement accéléré du nombre des petits métiers et donc tassement de leur activité respective... ; persécution, certes, mais ponctuelle dans le temps et dans l'espace, et non pas stratégie systématique du pouvoir étatique et capitaliste à l'égard de ce secteur d'activité...

Si nous comprenons la domination comme la capacité effective de l'État et du capitalisme à maîtriser la dynamique de la petite

(20) *Ibid.*

(21) O. Le Brun, *Mécanismes de dissolution-conservation-développement de l'artisanat et problématique de l'éducation-formation dans les zones urbaines d'Afrique*, Dakar, BREDA, 1973.

(22) P. Hugon, N. Abadie et al., *La petite production...*, *op. cit.*

(23) A. Morice, *Les petites activités...*, *op. cit.*

production marchande, il n'est pas possible, au regard des faits, de concevoir un rapport de soumission immédiate de cette dernière au « système dominant ». Pourtant d'aucuns (24) considèrent l'actuelle pression dont fait l'objet la petite production marchande comme le signe avant-coureur de son recul organisé délibérément par les instances politico-économiques. Sans doute, la répression étatique à l'égard de la petite production marchande pourra s'étendre et se renforcer, mais nous ne croyons pas à l'éventualité d'un pogrome généralisé qui nécessiterait d'énormes moyens de répression et de surveillance pour un résultat incertain à bien des égards ; de plus, cette conjecture de génocide économique ne paraît pas tenir compte de deux éléments importants :

— La petite production est, entre autres, le résultat du développement du capitalisme périphérique dans lequel elle joue un rôle de régulation essentiel. La fin de cette forme de production ne viendra pas en conséquence de la destruction de ses propres conditions de production mais du retournement de l'évolution de ses conditions de reproduction, c'est-à-dire d'une modification fondamentale d'une ou plusieurs variables qui assurent son extension (démographie, exode rural, conditions salariales, croissance ou récession du secteur capitaliste périphérique...).

— Malgré les tentatives technocratiques de répression des petits métiers, ceux-ci perdurent et constituent un ensemble économique incontrôlé (par essence, cette sphère est composite, fluide et incontrôlable).

Il est possible de répertorier plusieurs types de comportement, ponctuels et localisés, des pouvoirs publics vis-à-vis des petits métiers urbains (protection, laisser-faire, interdiction ou répression). Ils tiennent souvent à des contingences personnelles ou politiques, à des choix momentanés, à des nécessités conjoncturelles. Mais notre pratique de terrain ne nous a pas donné l'occasion de déceler dans l'ensemble de ces actions la trace d'une politique volontariste coordonnée et continue.

En revanche, il est un fait flagrant, celui de la difficulté, voire de l'impossibilité pour l'État de contrôler à un niveau significatif l'évolution et le fonctionnement de cette sphère, que ce soit dans le sens de sa promotion ou dans celui de sa persécution. L'État ne peut qu'entériner le fait artisanal urbain : son formidable poids démographique et économique l'y contraint (42 % des emplois urbains et plus du quart de la valeur ajoutée à Abidjan,

(24) *Ibid.*

75 % des emplois pour l'ensemble des activités non agricoles en Haïti, par exemple).

De plus, la texture même de cette petite production va réduire davantage les opportunités de coercition de l'État. Ce secteur apparaît comme un ensemble brownien d'individus et de ménages, sans structures collectives internes professionnelles, corporatives ou syndicales. La diversité des situations d'origine (chômeur, jeune migrant, salarié, déscolarisé, ménagère...) en fait un milieu très hétérogène dans sa substance ; l'âge, l'ancienneté dans la ville, l'ethnie, la nationalité, la localisation et l'activité des petits producteurs renforcent l'atomisation de ce secteur (ce qui n'exclut pas l'existence de réseaux de solidarité familiale, villageoise ou ethnique). La concertation économique est inconnue, qu'elle soit interne (pas de mouvement coopératif, pas de tarification commune) ou externe (avec l'État, les municipalités ou les chambres consulaires...). L'État n'a donc en face de lui aucune instance représentative, aucune organisation collective, mais seulement une masse de petits producteurs anonymes, isolés et insaisissables.

Les conditions d'équipement et de fonctionnement interne de ces petites unités accentuent encore leur fluidité : pas d'immobilisations financières et techniques importantes, pas de fonds de roulement, pas de stocks de matières premières et de produits finis, confusion parfois entre lieu d'activité économique et lieu de résidence, confusion souvent entre main-d'œuvre et dépendants familiaux. Le terrain, s'il n'est pas loué, est occupé en squatter. Le financement modeste est très généralement personnel ou familial (« grand frère » salarié qui prête ou donne la mise de fonds nécessaire au démarrage de l'activité). Le métier a été appris sur le tas au cours de l'acte productif lui-même.

Ainsi, la création et le fonctionnement de ces petites activités urbaines s'opèrent hors de tout rapport à l'État (juridique, réglementaire, pédagogique, économique...) et, hormis la répression directe, réduisent à peu de chose l'emprise que celui-ci pourrait prétendre exercer sur elles : leur fluidité et leur inertie les rendent largement autonomes par rapport au pouvoir coercitif direct de l'État.

A la suite de cette rétrospective critique de l'analyse du « secteur de subsistance », deux voies peuvent être dégagées pour une problématique de l'articulation des formes de production en milieu urbain :

— celle développée jusqu'à présent par les tenants de la thèse de la « petite production marchande » cités précédem-

ment et qui privilégient dans l'analyse des petits métiers urbains leur rapport au capital (25). Cette approche et ses présupposés ressortissent au dogme d'un capitalisme puissant et triomphant. Et même si celui-ci a dû convenir, face à l'histoire, que le capitalisme n'est pas ce mode de production qui devait englober tous les autres, sa force reste intacte : il stipule que le capitalisme façonne intégralement et domine à son profit toutes les formations sociales qu'il côtoie. A partir de ce présupposé, ce sont les rapports léonins que le capitalisme tisse avec elles qui fournissent l'explication totale de leur situation et de leur évolution. Point n'est besoin de les analyser autrement puisque ces ensembles non capitalistes n'existent qu'à travers leur rapport au capital. C'est dans cette épistémé de la petite production marchande que s'est située notre analyse en termes de « secteur de subsistance ».

— l'autre approche possible, tout en considérant le rôle dominant du capital, se place à l'intérieur même de la sphère des petites activités urbaines et peut alors faire apparaître d'autres dimensions explicatives de la dynamique de la petite production.

Le réductionnisme fait place à l'optique systémique, la surdétermination externe à l'ambivalence, et la notion d'« économie populaire spontanée » dépasse celle de « secteur de subsistance ».

Cette nouvelle terminologie (qui est plus un jalon contingent qu'un concept définitif), se fonde sur la non-identité de l'économie réelle marchande avec le champ de contrôle étatique et d'intervention du capital. Ce décalage circonscrit moins un secteur productif fini que des pratiques populaires interstitielles et un ensemble économique aux limites fluctuantes : l'économie marchande simple urbaine. Mais alors que ce dernier concept renvoie à des rapports de production non capitalistes (le producteur est propriétaire de sa production, l'échange simple vise la seule valeur d'usage, la production s'effectue sur une échelle réduite), l'idée d'« économie populaire spontanée » tente de restituer :

— la position singulière des pratiques économiques populaires qui prolifèrent au-delà du champ de coercition de l'État et d'intervention du capital,

— leur persistance historique face au capital avec lequel elles entretiennent des rapports ambivalents.

(25) Voir aussi H. Coing et al., « Con- tradiction dans l'analyse ou dans la réa- lité ? » in I. Deblé et al., *Vivre et survi- vre...*, op. cit.



Fernand Braudel nous conforte dans cette problématique d'une économie marchande simple, pérenne puisqu'ambivalente vis-à-vis du capitalisme :

*« ... Ce que j'ai rencontré sans cesse, c'est une opposition insistante entre une économie d'échange normale et souvent routinière... et une économie sophistiquée... Je suis sûr que cette division est tangible, que les agents et les hommes, que les actes, que les mentalités ne sont pas les mêmes à ces étages différents... Bref, il y a une hiérarchie du monde marchand même si, comme dans toute hiérarchie d'ailleurs, les étages supérieurs ne sauraient exister sans les inférieurs sur lesquels ils s'appuient (26). »*

*« Le trait essentiel de cette pré-industrie artisanale, c'est son importance majoritaire, la façon dont, pareille à elle-même, elle résiste aux nouveautés capitalistes... Il faudrait toute une enquête pour dresser la longue liste des métiers et artisans traditionnels qui resteront en place souvent jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle, voire au XX<sup>e</sup> siècle (27). »*

Cette « longue liste », Daniel Roche l'ébauche :

*« ... Les compagnons, menuisiers, charpentiers, plâtriers, maçons-ouvriers, chamoiseurs, relieurs, parcheminiers, tailleurs, ferblantiers, ... hommes de peine et de main auxquels il faut adjoindre les Auvergnats, les Savoyards, les porteurs d'eau, les charbonniers, les bouchers. [...] D'innombrables petits métiers très proches socialement des travailleurs, accomplissent quotidiennement de multiples actes de vente, de fabrication, de bricolage, de revente... Les femmes, revendeuses, raccommodeuses, fripières, quincaillères, dominent les hommes, regrattiers, colporteurs, marchands de billets de loterie, chaudronniers (28). »*

Cette recension est complétée, pour le XIX<sup>e</sup> siècle, par F. Engels qui nous restitue la réalité de ces petits métiers jouxtant par le haut les « classes laborieuses » attachées au capital et, par le bas, les « classes dangereuses » exclues du monde du travail capitaliste :

*« C'est la "population excédentaire" de l'Angleterre qui végète péniblement, mendiant et volant, balayant les rues et y ramassant le crottin, faisant des petits charrois à l'aide*

(26) F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV-XVIII<sup>e</sup> siècles. Les jeux de l'échange*, Paris, A. Colin, 1979, p. 8.

(27) *Ibid.*, p. 261.

(28) D. Roche, *Le peuple de Paris*, Paris, Aubier, 1981, p. 57 et 73.

*d'une brouette ou d'un âne, vendant au coin des rues, ou accomplissant quelques petites travaux occasionnels. [...] La grande majorité des "superflus" se lancent dans le colportage. C'est surtout le samedi soir, quand toute la population ouvrière est dans la rue, que l'on voit réunis les gens qui en vivent. Des lacets, des bretelles, des galons, des oranges, des gâteaux, ... des allumettes et d'autres choses de ce genre, de la cire à cacheter, des appareils brevetés pour allumer le feu, etc., constituent également les articles de vente de tous ces gens (29). »*

L'économie marchande simple, malgré son caractère historique, n'émerge que très lentement dans le champ de la réflexion théorique, puisque cette résurgence doit se faire contre le dogme du capitalocentrisme dont est fortement imprégnée la science économique, bourgeoise ou marxiste.

Jusqu'à la fin de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, cette économie non capitaliste urbaine est purement et simplement déniée par l'ensemble des économistes. Puis, avec l'économie du développement, celle-ci devient un chapitre de l'analyse économique, d'abord à vocation opérationnelle, et selon deux conceptions apparemment opposées et pourtant situées identiquement dans le champ clos des rapports au capital : intégration du « secteur informel » au « secteur moderne » par le jeu d'une sélection et d'une promotion des petits producteurs (optique dualiste largement répandue autour du BIT) ; assimilation de la petite production marchande au capitalisme par dissolution de celle-ci et prolétarianisation des travailleurs indépendants (optique d'obédience marxiste dite de « la petite production marchande », mais la ténacité des faits obligera à une révision du principe de la marche inéluctable au capitalisme).

Le caractère historique ou permanent de ces petits métiers urbains multiples et composites, leur résistance ou leur inertie devant l'absorption capitaliste, leur autonomie d'organisation et de fonctionnement, leur évocation face à la coercition de l'État, leur fluidité devant la répression capitaliste, leur propre capacité d'exploitation, les causes capitalistes et non capitalistes de leur extension sont autant d'indices qui incitent à repenser le caractère absolu du « jeu des lois immanentes de la production capitaliste ».

Sinon la soumission de la petite production marchande pourrait s'avérer plus forte au plan conceptuel et idéologique que sur le terrain de son histoire et de sa réalité.

(29) F. Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, Éditions sociales, 1975, pp. 128 et 129.